

L'association que je préside vous loue d'avoir eu le courage d'entreprendre une politique de compression budgétaire. — BILLET.

Dédié aux fonctionnaires socialistes, électeurs de M. Herriot  
Suffrage universel,  
Voilà bien de tes coups !

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## L'ÉCHEC D'HITLER

Vers une Révolution en Allemagne

L'Agence Havas nous apprend que le nombre des chômeurs en Allemagne a augmenté, dans la première quinzaine de novembre, de 150.000 unités et a atteint 5.265.000 personnes à la date du 15 novembre. C'est la une nouvelle qu'il faut se garder de sous-estimer. Elle appelle la preuve que la crise allemande — malgré les cautions de von Papen — va s'aggravant de mois en mois. C'est cette crise qui donne aux jeux de la politique allemande leur caractère : celui d'une lutte aiguë entre les fractions rivales qui veulent et craignent à la fois le pouvoir et ses responsabilités.

Ce n'est pas, en effet, chose aisée que de gouverner l'Allemagne actuelle et l'on comprend les hésitations de Hindenbourg qui, après avoir essayé sans succès d'un cabinet présidentiel, s'est vu contraint de s'adresser à Hitler. Les dernières dérives nous disent que « l'intérim Hitler peut être considéré comme clos ». C'est, à notre avis, une façon bien légère de considérer les événements. Hitler représente la seule possibilité de former en Allemagne un cabinet parlementaire et il n'est pas dit qu'il n'est pas réussi dans sa tentative si on la lui avait facilitée. Soit qu'il eût renoué avec ses anciens amis du centre catholique, soit qu'il eût amadoué les nationaux allemands de Hugenberg, il pouvait peut-être se constituer une majorité de tolérance suffisante pour asseoir son gouvernement.

LASHORTES.

### POUR L'AMNISTIE

## TOUS A WAGRAM

Lundi 28 novembre, le Comité pour l'Amnistie convoque le peuple de Paris à venir au secours de ceux qui souffrent dans les geôles civiles et militaires et qu'une amnistie étriquée ne rentrera pas à la liberté.

Le meeting des Sociétés Savantes a été un succès. Il faut que celui de Wagram soit imposé par le nombre et la qualité de ses assistants.

Pas un homme de cœur, pas un révolutionnaire et, bien plus, pas un anarchiste ne voudra manquer à son devoir de solidarité.

Nous faisons donc un appel chaleureux à tous nos amis, à tous les lecteurs du LIBERTAIRE pour qu'ils viennent affirmer leur volonté d'une amnistie qui en soit vraiment une.

Camarades anarchistes ou sympathisants, amis lecteurs du LIBERTAIRE, venez en masse au Meeting, lundi 28 novembre, à 20 h. 30.

POUR SAUVER LE PLUS GRAND NOMBRE DES VICTIMES DE LA LOI BOURGEOISE.

## TOUS A WAGRAM

L'UNION ANARCHISTE.  
LE LIBERTAIRE.

## VERS L'AMNISTIE INTÉGRALE UN GRAND SUCCÈS

La Commission de législation civile et criminelle a terminé, mercredi, l'étude du projet d'amnistie.

Notre joie est grande d'annoncer que la plupart des amendements proposés par notre Comité d'amnistie ont été votés par ladite Commission.

Nous avions demandé, entre autre, que tous les cas de désertion et d'insoumission soient amnistisés ;

Que les Indochinois, les Malgaches, les Tunisiens poursuivis et condamnés d'une façon honteuse et inhumaine soient amnistisés ;

Que les affaires d'intelligence avec l'ennemi (genre affaire Guillebaud) soient amnistisées ;

La Commission vient de répondre : d'accord !

Sur presque tous les autres points, mis par nous en évidence, la Commission a décidé favorablement.

Mais tout n'est pas fini. Il reste la Chambre des députés.

Il ne faut pas que celle-ci ampute le projet de sa Commission. Il faut, au contraire, qu'elle l'élargisse encore.

Et cela dépend de nous, de vous camarades. De notre action.

Activons donc celle-ci.

Et faisons en sorte que, lundi, la salle Wagram soit trop petite pour contenir les partisans de l'amnistie intégrale.

Nous ne pouvons finir cette note, hâtivement écrite, sans remercier les nombreux membres de la Commission de législation civile qui, en contact avec notre Comité, ont marché à fond pour arracher l'amnistie que nous réclamons depuis la fin de la guerre.

Et nous serons permis d'espérer que les esprits chagrinés qui s'essaient à torpiller notre actuelle campagne, comprendront la leçon, nous ficheront la paix et même nous aideront.

LE LIBERTAIRE.

### A PROPOS...

#### ...de la prochaine

Eh bien ! qu'est-ce que vous en dites des causes de la situation internationale ?

Il n'y a pas besoin de se brouiller le crâne avec les écrits des grands reporters spécialisés dans la matière pour s'apercevoir que ça ne va pas mieux.

Dictature partout,

Chômage et misère partout.

Et partout également une course effrénée aux armes.

En France, sous le masque hypocrite de la démocratie, on ne reste pas en arrière.

La police règne en maîtresse. Les protestations, les meetings contre les coups de force, contre les assommes de pacifistes ou de simples curieux n'ont donné aucun résultat.

Et au contraire ! Les hommes « de gauche » qui nous gouvernent semblent prendre à leur compte les attentats à ces vains prétextes à discours que sont « les droits de l'homme ».

Et Paul-Boncour passe en revue les troupes munies du matériel le plus moderne et se répand en déclarations patriotiques.

Nous n'avons donc rien à envier aux autres nations.

Des gens m'ont dit : « La guerre ? Quelle plaisanterie ! Vous ne savez donc pas ce que ça sera la prochaine ? Ni plus ni moins qu'un anéantissement complet de tout ce qui vit, respire : les gaz, voions les gaz ! Il ne restera rien de rien. »

J'ai répondu : « Et vous trouvez que ça ne serait pas là la seule solution ? »

— « Mais non, comprenez bien qu'il n'y

aura pas de guerre, et que les bourgeois, les gros capitalistes ne vont pas risquer de disparaître eux aussi dans la tourmente ! »

Voilà un spécimen des raisonnements qui tiennent une quantité de bons bougres qui sont, et c'est bien humain, toujours près à prendre leurs désirs pour des réalisées.

Je crois moi, que dans la situation actuelle, une guerre est des plus probables et dans un tel délai.

Tous ces canons, ces tanks, ces sous-marins, ces avions, qui construisent en série toutes les nations du monde serviront.

Mais il est fort possible et même certain que les étais-majors belligérants feront la part du feu.

Nous avons assez payé pour savoir, quels sont ceux qui seront sacrifiés et ceux que l'on tentera de préserver.

Il n'y a là-dessus aucune illusion à se faire.

Et les mesquines querelles, les divisions qui semblent séparer les « ennemis de la guerre » les combinaisons politiciennes qui se servent du mot « pacifiste » pour leurs misérables intrigues, notre petit nombre, tout cela et bien d'autres raisons nous donnent à penser que le sort qui nous attend n'est pas digne d'envie, quoi qu'en ait dit un poète mal inspiré.

Il est vrai que si l'on ne peut faire autrement, on sera toujours libre, le moment venu, de mourir pour autre chose... — Pierre Maudès.

#### En 2<sup>e</sup> page

#### AUX HASARDS DU CHEMIN

#### En 3<sup>e</sup> page

#### LES LIVRES

## COMITÉ POUR L'AMNISTIE LA PLUS LARGE

## ENCORE CET EFFORT

Pour mettre fin aux souffrances de ceux qui depuis quinze années attendent, en prison ou en exil, qu'il leur soit pardonné ou fait justice. Car si on a absout toute la lie des jusqu'auboutistes, on a, jusqu'ici, tenu rigueur aux hommes qui nullement convaincus de la nécessité de la guerre, se refusèrent à la faire ou la firent mollement.

D'autres délinquants militaires, de nombreux détenus politiques, les malheureux Indochinois si férolement condamnés se consument dans les bagnes.

**Il faut que leur martyre cesse !**  
**Nous exigeons L'AMNISTIE TOTALE !**

Et pour appuyer notre ultime effort, nous demandons aux ouvriers manuels et intellectuels de Paris d'accourir en masse au

## MEETING MONSTRE

SALLE WAGRAM, 39, Avenue Wagram, LUNDI 28 NOVEMBRE à 20 h. 30

Y parleront, sous la présidence de M. Victor MÉRIC, Directeur de la Patrie Humaine :

De MORO-GIAFFERI

Avocat

Pierre COT

Député

Henry TORRÈS

Député

FRANÇOIS-ALBERT

Député

RENAITOUR

Député

Jean LONGUET

Député

Théodore VALENSI

Député

CHASSEIGNE

Député

C. PLANCHE

Député

G. BASTIEN

Du Comité pour l'Amnistie

### ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 16 fr.
Trois mois... 5 fr.	Trois mois... 7 fr.
Chèque postal Frémont 1642-80	
Rédaction : Pierre Maudès	
Administration : Frémont	
188, boulevard de la Villette, Paris (18 <sup>e</sup> )	

Les anarchistes veulent instaurer un milieus social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

## NOTRE ACTION POUR L'AMNISTIE

Liberté pour les victimes de 1920.

Liberté pour les propagandistes néo-malthusiens.

Dans les revendications que nous avons formulées pour transformer en une véritable amnistie le désirois projet Renault, nous avons réclamé la paix et la liberté pour toutes les victimes de l'infâme loi de 1920 sur la répression de la propagande néo-malthusienne.

Nous attachons à cette question une importance et une tenacité particulières.

Le problème de la limitation et de la sélection des naissances est un des côtés les plus négligés de la question sociale. Les partis révolutionnaires ne lui accordent qu'une attention restreinte. Et il n'est pas exagéré de dire que, jusqu'à présent, nous avons été malheureusement les seuls à prendre position à l'égard des néo-malthusiens.

Pourtant, le problème de la population se pose à l'attention des peuples avec une acuité renforcée. A tel point même que, dans bien des pays, les gouvernements ont été obligés d'en tenir compte. Dans les pays anglo-saxons fonctionne régulièrement le « Birth control » — le contrôle des naissances, dans le sens de la restriction, bien entendu. Toute une propagande officielle est faite auprès des prolétaires pour leur enseigner les moyens anticonceptionnels.

C'est qu'il est indéniable qu'une des principales causes de la crise mondiale est le surcroit de population, ou plutôt l'incapacité foncière du système économique à employer tous les bras vacants. Quand Mussolini déclare que « l'Italie doit s'étendre ou s'éteindre », il ne fait que frauder dans une forme brutale mais franche les données du problème.

Pas un pays, aujourd'hui, n'échappe à la crise. Aux Etats-Unis, malgré les immenses étendues non encore occupées, les chômeurs se comptent par millions. En Angleterre, en Allemagne, le chômage atteint des proportions catastrophiques. En France même, il y a de faible natalité », il est admis, en dépit des tristes statistiques, que les sans-travail atteignent le chiffre de deux millions.

Les conséquences de cet état de fait on les connaît. Comme toujours, c'est la classe ouvrière qui en fait les frais. La misère est installée dans les foyers ouvriers. Aux soupes populaires, aux mairies, de longues théories de sans-travail se présentent pour recevoir la misérable pitance que leur consent la charité officielle. Voilà pour le présent.

L'avenir ne s'offre pas sous des couleurs beaucoup plus riantes.

La désorganisation économique est telle que, par le jeu des rivalités des magnats de la finance et de l'industrie, un nouveau conflit se prépare auprès duquel — si la classe ouvrière n'y met ordre avant — celui des années 1914-18 n'aura été qu'une amusette.

Voilà donc où nous en sommes quinze ans à peine après une guerre qui a rayé des vivants une dizaine de millions de jeunes hommes en pleine force et qui, avec plus de liberté, devait assurer plus de bien-être aux peuples.

Il faut croire que cette expérience n'a pas été suffisante aux yeux de certains.

Et, en France, après la grande Seconde Guerre mondiale, on a vu éclore un tas de ligues de natalité, de reproduction, etc.

Ces ligues, qui se composent symbo-

talement, n'ont pas de sens. D'ailleurs, les femmes se refusent à la fonction naturelle et aux joies de la maternité, si presque toutes et dans tous les milieux, elles se livrent aux procédés artificiels, c'est qu'elles, sentent bien, confusément ou clairement, la précarité des existences qu'elles pourraient engendrer, car trop de mères pleurent encore leurs fils assassinés : trop de mères ne savent comment donner la bonté à leurs petits.

Comment s'étonner, après cela, qu'elles soient si nombreuses, surtout dans les villes, les femmes qui ont recours à l'avortement. Pour les riches bourgeois, cela se pratique sans danger, avec les soins d'un pratic

## Le Procès Monstre de l'Etat de Kentucky (Etats-Unis)

### La situation dans le district minier de Kentucky

Depuis un an et demi la classe ouvrière américaine suit avec passion et colère le procès intenté à 43 mineurs de Kentucky, procès mené par tous les procédés classiques de la juridiction américaine : provocation, emploi de faux témoins soudoyés, mauvais traitements, menaces des témoins à décharge, tentatives en vue de provoquer l'antipathie du jury contre les accusés, etc. Il s'agit de mettre légalement hors d'état de nuire des éléments de la classe ouvrière qui gêne les possédants.

Voici les faits :

Dans le sud-est de Kentucky s'étend une riche contrée minière, tout entière aux mains d'une grande Compagnie, la Insull and Peabody Company, qui exerce sur les mineurs une puissance presque illimitée. Tout, dans le pays minier, appartient à la Compagnie, depuis les « habitations ouvrières », sordides cabanes de bois dont le loyer est prélevé sur les salaires des ouvriers, jusqu'aux magasins où les travailleurs sont forcés de s'approvisionner à des prix exagérés.

En outre, on s'efforce, par tous les moyens, de comprimer les salaires. Ainsi, il leur faut payer eux-mêmes les lampes nécessaires pour descendre dans la mine, l'usure des outils, etc. En outre, on commet une tromperie directe lors du pesage des wagons de charbon, on inscrit tout simplement 4000 livres de moins que le poids réel. Qui proteste est congédié.

Enfin, la mineure a pour consécutif ce qu'il lui reste : devenir inélabile, si bien que le gouvernement de Kentucky fut forcé de nommer un Comité d'enquête. Les résultats des recherches de ce Comité sont évidemment à peine de croire : les cotisations, et notamment celles des salaires. Une grève des travailleurs fut consentie des bonus de l'organisation ne peut avoir de résultat, vu que dans ce cas, on fait des heures supplémentaires dans un autre district, avec le consentement des syndicats. Si les travailleurs se mettent pourtant en grève, les grévistes sont immédiatement chassés de leurs habitations et poursuivis par des gardiens et la police jusque dans les bois, où ils se sont réfugiés dans des tentes ou des cavernes. Ceci est rendu d'autant plus facile que le gouverneur du district, souvent, est le propriétaire de la mine lui-même ou en tout cas de ses créatures.

Dans toute l'Amérique, la situation est pareille.

Au cours de la grève de Kentucky, une particularité s'est pourtant produite : les travailleurs se sont organisés sur une base révolutionnaire ne se bornant pas à des revendications partielles, mais prenant comme base la destruction du capitalisme.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Dans cette contrée les travailleurs mènent depuis des années une lutte acharnée pour de meilleures conditions d'existence. C'est dans l'hiver 1930-1931 que cette lutte a atteint son apogée. Par trois fois, les entrepreneurs, prétextant de la crise mondiale, avaient diminué les salaires, de sorte que les salaires en arrivèrent à 6 dollars et moins. Dans quelques localités, on payait 26 cents par tonne de charbon. C'est en vain que protestaient les travailleurs. En février 1931, il y fut fondé une section des I. W. W. (Industrial Workers of the World) ; quelques mois plus tard, une grève fut déclarée à 43 mineurs en grève s'y étaient réfugiés.

En entendant les coups de feu, les grévistes s'amènèrent, ne s'attendant à rien de bon, d'autant plus que les grévistes de mines s'étaient vante de qu'il ne prenait pas de mesures dessous. Alors, les travailleurs se mirent en devoir de se défendre, et une véritable bataille s'en suivit, en cours de laquelle deux gardiens des mines, Jim Daniels et Otto Lee, et un employé de la Compagnie, Howard Jones, furent tués.

Le Sheriff du district, J.-H. Blair, qui dé-

puis longtemps était venu aux propriétaires miniers, reçut des instructions spéciales. Le nombre des sous-sheriffs du district de Harlan passa de 15 à 600. La terreur commence.

D'abord on congédia tous les ouvriers jouant un rôle quelconque dans l'organisation de l'Union ; en un mois, le nombre des ouvriers congédies passa à 2.000. L'U. W. W. proclama la grève. Alors, les travailleurs furent chassés de leurs habitations, leurs meubles jetés dans la rue. A tout moment, on arrêta les ouvriers, sous les accusations les plus fantaisistes.

Aux environs de Harlan, les travailleurs avaient organisé une cuisine collective. Un soir que 3 de ces ouvriers étaient en train de distribuer de la nourriture à des enfants, 2 sous-sheriffs, L. Fleener et D. Howard arrivèrent en auto, clairent la cuisine à l'aide d'un projecteur, tuèrent à coups de fusil deux des travailleurs, tandis que le troisième fut grièvement blessé dans le dos. Puis ils s'en allèrent. Dix minutes plus tard parurent encore deux autos portant des hommes armés, qui sans se soucier des femmes qui criaient qu'il y avait des enfants dans la maison, ouvrirent un feu continu sur la cuisine et disparurent. Les autorités n'ouvrirent pas d'enquête ; le sous-sheriff Fleener, qui s'était vanté publiquement d'avoir tué les deux ouvriers, n'a pas poursuivi.

Vers la fin de l'année 1931, la situation à Harlan était devenue insupportable, si bien que le gouvernement de Kentucky fut forcé de nommer un Comité d'enquête. Les résultats des recherches de ce Comité sont évidemment à peine de croire : les cotisations, et notamment celles des salaires. Une grève des travailleurs fut consentie des bonus de l'organisation ne peut avoir de résultat, vu que dans ce cas, on fait des heures supplémentaires dans un autre district, avec le consentement des syndicats. Si les travailleurs se mettent pourtant en grève, les grévistes sont immédiatement chassés de leurs habitations et poursuivis par des gardiens et la police jusque dans les bois, où ils se sont réfugiés dans des tentes ou des cavernes. Ceci est rendu d'autant plus facile que le gouverneur du district, souvent, est le propriétaire de la mine lui-même ou en tout cas de ses créatures.

Enfin, la mineure a pour consécutif ce qu'il lui reste : devenir inélabile, si bien que le gouvernement de Kentucky fut forcé de nommer un Comité d'enquête. Les résultats des recherches de ce Comité sont évidemment à peine de croire : les cotisations, et notamment celles des salaires. Une grève des travailleurs fut consentie des bonus de l'organisation ne peut avoir de résultat, vu que dans ce cas, on fait des heures supplémentaires dans un autre district, avec le consentement des syndicats. Si les travailleurs se mettent pourtant en grève, les grévistes sont immédiatement chassés de leurs habitations et poursuivis par des gardiens et la police jusque dans les bois, où ils se sont réfugiés dans des tentes ou des cavernes. Ceci est rendu d'autant plus facile que le gouverneur du district, souvent, est le propriétaire de la mine lui-même ou en tout cas de ses créatures.

Dans toute l'Amérique, la situation est pareille.

Ensuite, on s'efforce, par tous les moyens, de comprimer les salaires. Ainsi, il leur faut payer eux-mêmes les lampes nécessaires pour descendre dans la mine, l'usure des outils, etc. En outre, on commet une tromperie directe lors du pesage des wagons de charbon, on inscrit tout simplement 4000 livres de moins que le poids réel. Qui proteste est congédié.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le plus important des districts miniers de Kentucky se trouve dans les environs de Harlan, petite ville de 65.000 habitants, qui compte 85 % de mineurs. A 14 kilomètres de là se trouve le petit village d'Evarts, qui est à son tour éloigné de 3 kilomètres des mines du Black Mountain Coal Corporation, qui fait partie de la Insull Trust.

Le

## LA GUERRE ÉCONOMIQUE

## LE SOCIALISME ET LA RÉVOLUTION RUSSE

## La voix de Province

Je n'ai pas assisté à la première conférence de Paul Reynaud, de retour d'un voyage d'études aux Etats-Unis. Les journaux se sont chargés de me mettre au courant. Qu'a dit l'ex-ministre ? Simplement que l'Amérique ne connaît pas la France. Et il a ajouté, au sujet des dettes, que le non-paiement par la France de l'échéance du 15 décembre prochain serait un acte antisocial et impolitique.

Paul Reynaud nous trompe, et il le fait volontairement. Ce n'est pas l'Amérique qui ignore la France, mais bien les Français qui ignorent les Américains.

Dans les plus de trois mois que nous assistons à une guerre économique sans précédent entre les capitalistes de l'ancien et du nouveau continent. Et cette guerre, c'est le prolétariat international qui en fait les frais. D'ailleurs, les travailleurs ne font-ils pas les frais de toutes les sortes de guerres ?

La question des dettes n'est qu'un épisode de cette guerre économique, épisode principal sans aucun doute pour les capitalistes, mais il y en a eu d'autres, dont la baisse des salaires et le retour à un paupérisme exagéré, conséquence du chômage, ont été les plus caractéristiques pour la classe ouvrière. Et de voir combien ces premiers épisodes ont été rapides nous montre la faiblesse du mouvement ouvrier international dans sa lutte de classes contre le capitalisme.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de faire un retour sur le passé et d'analyser rapidement les mouvements et les assauts de l'industrie mondiale depuis 1880. A cette époque l'Angleterre dominait le monde ; jalouse de ses privilégiés, elle ne tolérait en aucun cas que ses ingénieurs s'expatrient et n'ait offrir leurs services à d'autres pays. Et ce n'est que vers 1895 que l'Allemagne, après un labeur forcé, parvint réellement à compter comme puissance industrielle. Ce que n'avait pas fait l'Angleterre, l'Allemagne le fit.

Ses ingénieurs quittèrent leur pays et partirent aux Etats-Unis. Et l'on peut dire que l'industrie américaine a pris naissance grâce à l'Allemagne.

Depuis 1900, les Etats-Unis ont marché à pas de géant. Déjà, ils laissaient leur mot d'ordre : « L'Amérique étonnera le monde ». Et leurs statistiques nous montrent que dans un espace de 14 ans (1900 à 1914) le chiffre de leur production industrielle a plus que doublé. Ce chiffre atteignit 25 milliards de dollars en 1914.

Les 4 ans de guerre européenne ont permis à l'Angleterre de prendre une avance considérable sur tous ses concurrents, et cela dans tous les départements industriels. Les Etats-Unis, d'ailleurs, n'ont participé, tardivement, à la grande guerre, que dans le seul but de ruiner l'industrie allemande, l'quelle ayant réussi à supplanter l'Angleterre, se trouvait en 14 être maîtresse du marché européen.

Mais l'Amérique n'avait pas prévu que la France a son tour voudrait devenir une puissance industrielle de premier ordre. L'Amérique n'avait pas prévu que la réépuration des bassins miniers de la Lorraine aiguiseait l'appétit des industriels français. Et voilà comment les Américains qui avaient tant escompté remplacer l'Allemagne sur le marché européen, n'y font pour ainsi dire pas d'affaires.

L'annulation des dettes doit donc, dans la pensée des capitalistes européens, être la contre-partie de la reprise économique. Donnant, donnant. Mais les économistes américains trouvent que cette contre-partie n'a pas une valeur suffisante pour équilibrer l'abandon integral des sommes restant dues.

Comme nous, et comme tous, les Américains savent que les débats d'affaires échangent pour sont aujourd'hui limitées. Il n'y a plus de nation qui n'ait maintenant son industrie privée. C'est la conséquence de l'internationalisation des capitaux. Et nous voyons à quoi cela a conduit.

L'avenir, au capitalisme, apparaît encore plus sombre. L'U. R. S. S. en effet, grâce aux ingénieurs allemands et aux ingénieurs américains, est en passe de devenir, d'ici très peu d'années, une puissance industrielle de premier ordre, et déjà l'on peut prévoir le moment où les produits industriels soviétiques inonderont le monde. Que nous passerons-t-il alors ?

Quoi qu'il en soit, et pour en revenir à la question des dettes, disons que les chefs syndicalistes américains sont partisans de l'annulation, parce qu'ils croient qu'un mouvement de reprise peut en résulter. Pour eux, comme pour les républicains genre Hoover, la puissance industrielle américaine ne peut être contre-balançée ; elle doit dominer le monde ; mais faut-il encore, ajoutent les syndicalistes, que les Etats-Unis fassent quelques concessions. Ils ne comprennent malheureusement pas que le dollar a conservé un taux monétaire trop élevé par rapport au franc dévalorisé. Ils ne comprennent pas que si l'Amérique détruit la France n'est pas tributaire d'autre qu'on veut le dire des autres nations, et qu'il nous est parfaitement possible en Europe, l'Allemagne mise à part, de produire à un prix de revient de l'industrie américaine. Ils ne comprennent pas non plus que tant que nous vivrons en régime capitaliste, l'appétit du gain sera le but principal de l'effort industriel, et que la guerre économique subsistera. Que nous sommes loin de l'époque où les Américains

constituaient un peuple vivant dans une sorte de communisme, ne pensant qu'à la liberté et à cette vie naturelle, lorsqu'on se trouve dans un pays immense, qui est la vie au plein air.

La question des dettes, je le répète, même solutionnée dans le sens envisagé par les anciens alliés, ne résoudra pas la situation. Il y aura un point de marquage par certains capitalistes. La guerre économique n'en confonduera pas moins. L'évolution industrielle depuis 1914 est telle que la masse des capitaux actuellement existante se trouve être beaucoup trop importante pour les besoins réels de la production. Et cela fait sourire quand on entend les capitalistes déclarer : « Nous manquons de capitaux ». C'est le contraire qui est la vérité. Trop d'argent en circulation ; et comme cet argent échappe à la capitalisation, jugez de ce que l'on peut produire. Une production mondiale raisonnable, basée sur l'utilisation de tous les capitaux existants, permettrait un travail quotidien de 5 heures, tous les prolétaires travaillant.

Mais n'oublions pas que cette guerre économique des capitalistes empêche la classe ouvrière, celle que l'on fait avec des armes. Les capitalistes ne peuvent pas arriver à se mettre d'accord entre eux par voie de concessions. Ils n'ont qu'une ressource : détruire la concurrence par la guerre. Quelle soit l'analyse que l'on puisse faire de la situation actuelle, l'on arrive inmanquablement à cette solution. Que les travailleurs prennent garde.

J. D.

## Nouvelles du Monde

## LA CRISE MONDIALE EN CHIFFRES

Diminution des importations et exportations des différents pays par rapport à 1929 (=100).

	Importations	Exportations
Angleterre	39 %	45 %
Etats-Unis	67 %	68 %
Allemagne	65 %	54 %
France	50 %	60 %
Italie	60 %	61 %
Canada	64 %	61 %
Austrie	48 %	60 %

**YUGOSLAVIE.** — La dictature militaire serbe tient les communications étroite- ment fermées pour éviter que les nouvelles ne passent les frontières. En effet dans tout le pays les paysans sont en révolte. Dans la ville de Sjepsa ils ont fait sauter l'air à une caserne de gendarmerie. A Ljubljana, on a envoyé contre les paysans une force militaire de 3.000 hommes.

**ARGENTINE.** — Sous le nouveau gouvernement du général Justo, la répression contre les ouvriers révolutionnaires se poursuit avec la même férocité qu' sous la dictature d'Uriburu. Les expéditions punitive contre les locaux ouvriers se multiplient. Deux cent cinquante prisonniers font la grève de la faim dans la prison de Villa-Devoto. Plusieurs d'entre eux en avaient tellement assez des tortures infligées des années durant par leurs gardes-chourvines, qu'ils décidèrent d'incendier la prison pour en finir. Leur projet échoua au dernier moment.

**TUNIS.** — Le gouvernement français a explicitement exclu de sa prétendue amnistie générale les militaires qui ont fondé la C. G. T. tunisienne. Ceux-ci avaient été condamnés en 1926 par les tribunaux de la colonie à l'interdiction de séjour dans les circonstances qui suivent :

Vers la fin de 1924, une grève de dockers se produisit au port de Tunis, pour obtenir des salaires équivalents à ceux qui étaient alors payés à Marseille. La grève s'étendit au port de Bizerte, et les dockers fondèrent la C. G. T. de Tunis, qui décida de rester autonome pour ne pas se mêler aux querelles de la C. G. T. et de la C. G. T. U. Ce mouvement trouve son principal appui parmi les travailleurs indigènes et fit de rapides progrès non seulement dans les villes, mais à la campagne. Le secrétaire était Mohamed Ali.

En 1925 fut bien une nouvelle grève, cette fois dans les carrières de phosphate. La presse bourgeois démarra cette grève de plus en plus de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moyens de production et de la terre.

C'étaient les Soviets.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » se propagait de plus en plus.

D'où est venu ce mot d'ordre ?

Quelle était sa signification ?

Les bolchevicks, dans leurs manuels d'histoire, disent que ce sont eux qui l'ont lancé.

La vérité est toute autre.

On connaît la position du parti bolchevick avant le retour de l'émigration. Staline et les autres dirigeants du parti avaient voté une motion préconisant le soutien au régime.

Le résultat fut : 100 % pour l'amnistie la plus large.

Pendant ce laps de temps, la révolution battait son plein. Des gouvernements succédaient aux gouvernements, tous aussi impuissants les uns que les autres.

La désorganisation de la vie sociale devait de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moyens de production et de la terre.

C'étaient les Soviets.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » se propagait de plus en plus.

D'où est venu ce mot d'ordre ?

Quelle était sa signification ?

Les bolchevicks, dans leurs manuels d'histoire, disent que ce sont eux qui l'ont lancé.

La vérité est toute autre.

On connaît la position du parti bolchevick avant le retour de l'émigration. Staline et les autres dirigeants du parti avaient voté une motion préconisant le soutien au régime.

Le résultat fut : 100 % pour l'amnistie la plus large.

Pendant ce laps de temps, la révolution battait son plein. Des gouvernements succédaient aux gouvernements, tous aussi impuissants les uns que les autres.

La désorganisation de la vie sociale devait de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moyens de production et de la terre.

C'étaient les Soviets.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » se propagait de plus en plus.

D'où est venu ce mot d'ordre ?

Quelle était sa signification ?

Les bolchevicks, dans leurs manuels d'histoire, disent que ce sont eux qui l'ont lancé.

La vérité est toute autre.

On connaît la position du parti bolchevick avant le retour de l'émigration. Staline et les autres dirigeants du parti avaient voté une motion préconisant le soutien au régime.

Le résultat fut : 100 % pour l'amnistie la plus large.

Pendant ce laps de temps, la révolution battait son plein. Des gouvernements succédaient aux gouvernements, tous aussi impuissants les uns que les autres.

La désorganisation de la vie sociale devait de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moyens de production et de la terre.

C'étaient les Soviets.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » se propagait de plus en plus.

D'où est venu ce mot d'ordre ?

Quelle était sa signification ?

Les bolchevicks, dans leurs manuels d'histoire, disent que ce sont eux qui l'ont lancé.

La vérité est toute autre.

On connaît la position du parti bolchevick avant le retour de l'émigration. Staline et les autres dirigeants du parti avaient voté une motion préconisant le soutien au régime.

Le résultat fut : 100 % pour l'amnistie la plus large.

Pendant ce laps de temps, la révolution battait son plein. Des gouvernements succédaient aux gouvernements, tous aussi impuissants les uns que les autres.

La désorganisation de la vie sociale devait de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moyens de production et de la terre.

C'étaient les Soviets.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » se propagait de plus en plus.

D'où est venu ce mot d'ordre ?

Quelle était sa signification ?

Les bolchevicks, dans leurs manuels d'histoire, disent que ce sont eux qui l'ont lancé.

La vérité est toute autre.

On connaît la position du parti bolchevick avant le retour de l'émigration. Staline et les autres dirigeants du parti avaient voté une motion préconisant le soutien au régime.

Le résultat fut : 100 % pour l'amnistie la plus large.

Pendant ce laps de temps, la révolution battait son plein. Des gouvernements succédaient aux gouvernements, tous aussi impuissants les uns que les autres.

La désorganisation de la vie sociale devait de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moyens de production et de la terre.

C'étaient les Soviets.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » se propagait de plus en plus.

D'où est venu ce mot d'ordre ?

Quelle était sa signification ?

Les bolchevicks, dans leurs manuels d'histoire, disent que ce sont eux qui l'ont lancé.

La vérité est toute autre.

On connaît la position du parti bolchevick avant le retour de l'émigration. Staline et les autres dirigeants du parti avaient voté une motion préconisant le soutien au régime.

Le résultat fut : 100 % pour l'amnistie la plus large.

Pendant ce laps de temps, la révolution battait son plein. Des gouvernements succédaient aux gouvernements, tous aussi impuissants les uns que les autres.

La désorganisation de la vie sociale devait de plus en plus profonde.

En face des partis bourgeois et socialistes de droite, profondément divisés, et impuissants, se dressait la seule force sur laquelle on pouvait compter pour affirmer les conquêtes du février, liquider les menaces monarchistes et pousser la révolution jusqu'à son objectif logique, l'expropriation des moy

# TRIBUNE SYNDICALE

LE FRONT UNIQUE

## La comédie recommence

On parle beaucoup du front unique en ce moment. L'expression est revenue à la mode dans le langage des anti-unitaires et il faut croire que les cadres du syndicalisme se sont singulièrement rajeunis, tout au moins dans certains groupements, si l'on s'en rapporte à l'enthousiasme optimiste manifesté par bon nombre de militants syndicaux. La chose n'est pas nouvelle. Elle fut très en vogue voici quelques années, alors que dans le C.G.T.U. des hommes, trop naïfs ou trop sincères, s'époumonnaient à chanter les vertus pour le compte, sans s'en douter, du Parti Communiste.

Un beau jour, le fameux capitaine Treint, d'un maladroit coup de gueule, lui cassa les reins. L'histoire de « la volaille à plumer » ne contribua pas peu, sans doute, au limogeage de cet imprudent. Mais le mal était fait, et l'on remis la « front unique » dans le dossier des formules préétablies.

N'oublions pas, en passant, que ce sacré front unique était sorti victorieux d'un duel contre « l'unité de front » qu'on lui avait opposée.

Le temps a passé. On a nagé dans une multitude de comités, d'appellations aussi variables que curieuses, mais d'origine unique. On a pointé, ferré, multiplié les bâtons, que l'on croyait savantes, à chaque fois on tapait dans le vide. A chaque fois l'adversaire parait le coup, sans trop s'étonner, d'ailleurs.

On a pu croire un certain temps que l'adversaire visé était le patronat ; on le pouvait d'autant mieux que, répondant aux confédérés qui l'accusaient de manœuvrer, Monmousseau, la main sur le cœur, déclarait que l'unité réclamée était en effet une manœuvre mais « contre la bourgeoisie ». On a su bientôt qu'il n'en était rien, que l'unité dans l'esprit bolcheviste n'est en réalité qu'une manœuvre contre les autres fractions du mouvement ouvrier. La démonstration en fut encore plus flagrante que lors du coup de « volaille à plumer » : c'est lorsqu'à Japé le Congrès confédéré a accepté les fusions couronnées de congrès, de congrès de fusion, c'est-à-dire d'orientation. Dès ce moment, le même Monmousseau voyait dans l'unité syndicale un acte de trahison.

Aujourd'hui, on reprend la comédie par le commencement, ou pour mieux dire, on tente de la faire. A en croire l'Humanité, les comités de front unique foisonnent à travers le pays. On connaît l'antenne : « Unitaires, autonomes, confédérés ». Dans certains coins on allonge la sauce avec un peu d'inorganisés.

Je tiens la gageure d'une vache contre un lapin que dans quelques semaines on va nous coller une de ces conférences nationales de comités de front unique...

\*\*

La plaisanterie peut apparaître, en l'occurrence, d'un goût assez douteux. Eh quoi, va-t-on dire, les fonctionnaires ne sont-ils pas menacés ? La situation du prolétariat n'est-elle pas assez critique pour justifier toute tentative de travail en commun ?

Que si ! Mais pourquoi le front unique, et pourquoi pas l'unité ? Il serait si facile de prendre au pied de la lettre la solution de Japé. La coordination des efforts tant recherchée serait tout d'un coup réalisée.

Et pour toujours ! Car, supposons que toutes les organisations confédérées acceptent et appliquent le front unique en vue d'une action à menier : la lutte des fonctionnaires, par exemple.

Pendant tout le temps nécessaire à la résistance de ces travailleurs, les syndicats de toutes tendances marchent en commun. Que le but soit atteint ou non, l'action connaîtra un terme. A ce moment-là, chacun rentrera chez soi et le fameux front unique — à supposer qu'il existe ailleurs que dans l'imagination des anti-unitaires, n'aura pas fait faire un seul pas à l'unité syndicale. Il n'aura fait que de cristalliser la scission en démontrant que la classe ouvrière peut fort bien se défendre contre l'adversaire de classe tout en étant divisée en plusieurs organisations.

On pourra sans doute objecter que,

Des pourparlers avaient été engagés avec la Fédération Confédérée. Mais les autonomes, jaloux de leur indépendance, n'accepteront pas les propositions d'unité organique qui, seules, leur seraient faites.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Certains, comme Piquemal, furent-ils trop soudoient en supposant une manœuvre des dirigeants confédérés qui paraissaient vouloir absorber la Fédération autonome et la séparer du Cartel unitaire ? Il semble bien que la répartition paritaire s'imposait dans un comité chargé de diriger l'action. Devant les nécessités de la lutte il est périlleux ou malhonnête de prévaloir d'une supériorité numérique à moins que ce soit par volonté consciente de résorber les plus faibles, ce qui n'est pas le réel moyen de réaliser l'unité.

Les autonomes ne veulent point se séparer des unitaires dans la bataille engagée. Que le Parti communiste s'en tague comme une victoire de ses mots d'ordre, c'est une autre affaire, bien qu'il ait essayé de faire triompher un certain esprit « communiste et amsterdame » très significatif par l'intervention du Guy Jerram qui vint saluer les congressistes au nom de Barbusse.

Quelles seront les suites de ce Congrès ? Que répondront les confédérés aux conditions posées par les autonomes pour collaborer avec eux ? Fera-t-on appel aux unitaires ?

Ne peut-on espérer que l'action commune indispensable réalisera, bien tardivement certes, un commencement d'unité ? Il est très élégant de poser *a priori* les modalités de retour à l'unité organisation syndicale unique, surtout lorsqu'on est le plus fort. Mais il y a un syndicalisme pratique qui pour sauver les intérêts de la classe ouvrière ne moque pas d'affirmations massives, tranchantes sur le ton de la « révélation » mais des entretiens amicaux destinés à ouvrir l'esprit, à éveiller la curiosité et donner le désir de connaître.

Nous voulons intéresser les jeunes, leur apprendre à penser pour eux-mêmes, à lire, à raisonner et à discuter sensiblement.

Nous voulons aussi les éloigner du cabaret, du club sportif et de toutes les distractions idiotes ou malsaines.

Le capitalisme possède en l'alcool un auxiliaire précieux et beaucoup de jeunes ne voient pas l'aide efficace qui lui apporte le sport dans son œuvre d'asservissement.

Non seulement par ses compétitions le sport engendre l'esprit chauvin, non seulement la préparation militaire est pratiquée dans les clubs bourgeois, mais ce qui peut-être est plus grave le patronat a trouvé un moyen infinissable d'empêcher les jeunes de réfléchir.

Et nous nous expliquons pourquoi, après la guerre, la plupart des grandes usines, entreprises et administrations fondèrent des groupes sportifs pour leur personnel.

Tant que l'on donne des coups de pieds dans la bâche, que ce qui mutuellement l'ont se roule de coups, le patron peut dormir tranquille. Le sport bourgeois a créé l'esprit de solidarité et les entraînements de se réunir pour la lutte à mener contre toutes les exploitations. Il est doux à l'exploiteur d'entendre son personnel parler d'exploits sportifs, plutôt que de syndicalisme.

A l'heure où la crise de chômage sévit, où les jeunes dont la plupart sont sans emploi se sont rattachés à leur maitre, se trouvent sans travail, nous estimons qu'il est un travail plus important que de s'enterrer à l'heure exacte.

Pour le syndicat : Le secrétaire : Dichamp. Conseil syndical vendredi soir au siège.

## Le Congrès de la Fédération Autonome des fonctionnaires

Deux grosses questions furent l'objet de ses débats : la lutte contre la guerre et la résistance au projet financier du Gouvernement.

La Fédération avait envoyé des délégués au Congrès pacifiste d'Amsterdam. Après la discussion qui suivit le comité rendu des mandats, les congressistes votèrent la motion suivante pour préciser les moyens d'action dans la lutte contre la guerre :

1<sup>er</sup> Boycottage des emprunts de guerre ;

2<sup>me</sup> Etude des moyens d'action spéciaux à chaque organisation.

3<sup>me</sup> Adhésion confirmée au Congrès d'Amsterdam et aux organisations qui en sont sorties ;

4<sup>me</sup> Adhésion aux Comités locaux existants et en créer dans les villes où il n'en existe pas ;

5<sup>me</sup> Campagne antimilitariste ;

6<sup>me</sup> Propagande contre le patriottisme ;

7<sup>me</sup> Lutte contre le capitalisme ;

8<sup>me</sup> Toute tentative de guerre devrait marquer la chute du capitalisme et poser pour le prolétariat le problème de la prise totale du pouvoir.

Il serait bien intéressant d'étudier plus à fond la valeur des moyens préconisés. Mais on peut toujours constater que rien de concret n'est prévu dans le cas d'une déclaration de guerre. Au Congrès des Institués du S.N., pour ne parler que des fonctionnaires, Vivès, je crois, avait été plus audacieux en parlant de grève générale.

Le Congrès fut surtout occupé par la campagne contre les réductions de traitements.

Comme le Cartel unitaire et la Fédération confédérée, la Fédération autonome manifeste sa volonté de lutter. La résolution sur les moyens d'action reprend, à quelques nuances près, la tactique adoptée par le Congrès de la Fédération Confédérée. Elle peut se résumer ainsi :

1<sup>er</sup> Intensification d'agitation en profondeur par une campagne d'affiches, de meetings et de manifestations de rue ;

2<sup>me</sup> Application du règlement dans le sens contraire à l'intérêt de l'Etat-patron ;

3<sup>me</sup> Cessation du travail réunissant l'ensemble des fonctionnaires des Services publics.

Devant le danger imminent, même programme de lutte. L'idée de grève paraît de moins en moins effrayer les fonctionnaires si longtemps timorés. Mais, pour l'action décisive, la nécessité d'unir les efforts de l'ensemble des travailleurs devient de plus en plus indispensable.

Sur quelle base cette unité doit-elle se faire ? Les congressistes en discutèrent longuement en considérant leur position vis-à-vis du Cartel unitaire et les offres que vinrent leur apporter les délégués de la Fédération Confédérée.

La Fédération autonome se trouve entre les deux organisations, seurs et rivales. Des liens existent entre unitaires et autonomes qui ont conclu des accords circonstanciels, tenu des meetings communs à Paris et en province. Dans quelques départements, Doubs, Charente, Vienne, Haute-Vienne, des comités mixtes comprenant à nombre égal des représentants des différentes tendances ont été constitués.

On pourra sans doute objecter que,

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux délégués qui siégeraient en permanence au bureau général des confédérés et sept membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission Exécutive.

Le Congrès, décidé de répondre favorablement n'y possède une condition : les confédérés devront solliciter pour l'action à mener le concours des unitaires. Et, si ceux-ci ne sont pas intégrés dans la formation de combat projetée, les autonomes continueront l'action commencée avec le Cartel unitaire.

Cette fois, on constata qu'il y avait quelque chose de changé. Un délégué de la Fédération Générale Confédérée vint porter des propositions concrètes en vue d'action commune. Elle offrit aux autonomes de désigner deux dé